

Résumé

La Slovénie a été profondément affectée par la crise mondiale mais se rétablit progressivement en même temps que les autres pays de la zone euro. La Slovénie étant une petite économie ouverte au sein de la zone euro, il lui faut sans tarder rééquilibrer son économie et rétablir sa compétitivité. La réforme des retraites en cours d'examen constitue un premier pas en vue d'améliorer la viabilité budgétaire et de stimuler l'offre de main-d'œuvre. Toutefois, une réforme des retraites plus complète est indispensable. Afin de se rapprocher des frontières technologique et d'efficience, il serait souhaitable d'engager des réformes du système éducatif et des politiques visant à promouvoir l'innovation, la flexibilité des marchés du travail et un environnement plus propice à l'investissement direct étranger (IDE).

- **Un assainissement durable des finances publiques est indispensable pour maintenir la confiance des investisseurs.** Les objectifs budgétaires du plan d'assainissement gouvernemental sont appropriés, mais afin de gagner la confiance des marchés, il convient que toutes les réductions de dépenses programmées jusqu'à fin 2013 soient stipulées de façon détaillée, et des mesures supplémentaires devraient être envisagées si cela s'avérait nécessaire. La mise en place d'une règle de dépenses et l'établissement d'un conseil budgétaire sont des initiatives très opportunes, mais le gouvernement devrait éviter tout défaut de cohérence des prévisions macroéconomiques en faisant de l'Institut pour l'analyse macroéconomique et le développement (IMAD) l'unique source des hypothèses macroéconomiques utilisées pour la loi de finances, comme c'était le cas avant l'été 2010. Étant donné que la réforme des retraites en cours d'examen est très en retrait des besoins de financement prévus à l'horizon 2060, une nouvelle réforme plus complète s'impose pour réduire la générosité du système de retraite et le faire évoluer vers une neutralité en termes actuariels.
- **Il faudrait allouer des ressources supplémentaires à l'enseignement supérieur et améliorer l'efficience des dépenses en amont du deuxième cycle de l'enseignement secondaire.** La Slovénie est le seul pays de l'OCDE dans lequel les dépenses par étudiant au niveau supérieur sont plus faibles qu'aux niveaux inférieurs d'éducation. Des ressources supplémentaires doivent être affectées à l'enseignement supérieur, là où il existe des possibilités d'améliorer nettement les résultats, notamment d'augmenter les taux d'achèvement des études et d'en réduire la durée. Cela pourrait se faire en instituant des droits de scolarité universels en parallèle avec des prêts remboursables en fonction des ressources. En outre, des économies pourraient être réalisées en accroissant l'efficacité des dépenses dans l'enseignement de la petite enfance et l'éducation de base, qui souffrent de coûts élevés en raison du faible nombre d'élèves par enseignant, de la taille réduite des classes et de la proportion élevée de personnels non enseignants. Le regroupement d'établissements et l'extension des secteurs scolaires, sans perdre de vue les autres objectifs socio-économiques, pourraient induire des gains d'efficience substantiels.
- **Des mesures favorisant l'IDE pourraient stimuler la productivité.** Un plus large recours à l'investissement direct étranger améliorerait l'efficience et la structure industrielle de l'économie.

Il serait possible de rehausser l'attractivité internationale de la Slovénie en assouplissant le régime de protection de l'emploi, en abaissant le niveau du salaire minimum par rapport au salaire médian et en axant les politiques d'innovation vers un dispositif régi par la demande. Il faudrait augmenter l'efficacité des participations de l'État grâce à une meilleure gouvernance et une plus grande ouverture à la concurrence. On pourrait aussi rationaliser ces participations en accélérant la privatisation et en convertissant les fonds d'investissement publics en organismes d'investissement de portefeuille. Cela permettrait de promouvoir l'IDE, d'approfondir le marché financier slovène et d'améliorer le gouvernement d'entreprise. Les autorités doivent veiller à ce que la gouvernance des entreprises publiques restantes soit conforme aux meilleures pratiques internationales ; l'Agence centrale des participations d'État récemment créée a un rôle majeur à jouer sur ce plan.



Extrait de :
OECD Economic Surveys: Slovenia 2011

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_surveys-svn-2011-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Résumé », dans *OECD Economic Surveys: Slovenia 2011*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_surveys-svn-2011-2-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.